

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2024



LE MOT DU PRÉSIDENT



Le rapport d'activités 2024 retrace les projets et les activités menés par les services du syndicat mixte e-Collectivités.

e-Collectivités a poursuivi en 2024 sa mission d'accompagnement des collectivités territoriales dans leur transformation numérique. En tant qu'opérateur public de services numériques, nous avons travaillé aux côtés de plus de 900 collectivités pour développer des solutions innovantes, sécurisées et adaptées à leurs besoins. Face aux défis croissants du numérique, nous avons renforcé notre engagement en faveur de la souveraineté des données, de l'accessibilité des services et de la simplification des démarches pour les citoyens et les agents.

Nous avons mis en œuvre les projets de la feuille de route numérique 2023-26 pour vous apporter toujours plus de solutions et prestations mutualisées afin de faciliter vos missions et vous proposer des solutions numériques pertinentes.

En 2024, nous avons également expérimenté de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle qui arrive à grand pas dans nos métiers et notre quotidien, nous vous avons consulté pour connaître vos attentes et nous nous sommes appuyés sur les comités d'orientation et technique pour orienter nos actions.

Enfin, en fin d'année, nous avons voté un plan stratégique OREE 2025 permettant à e-Collectivités de faire évoluer son modèle pour pérenniser financièrement le syndicat et continuer à fournir une offre de services numériques de qualité aux adhérents.

Ce rapport d'activités met en lumière les actions phares menées cette année, les avancées technologiques mises en œuvre et les perspectives qui guideront notre action à l'avenir. Plus qu'un bilan, il témoigne de notre volonté d'être un partenaire de confiance au service des territoires.»

Eric HERVOUET
Président d'e-Collectivités

LE SYNDICAT MIXTE E-COLLECTIVITES

Le syndicat mixte régional e-Collectivités a pour objectif le déploiement de l'administration électronique et la transformation numérique des collectivités adhérentes en mutualisant les projets, les solutions et l'expertise nécessaire à leur déploiement.

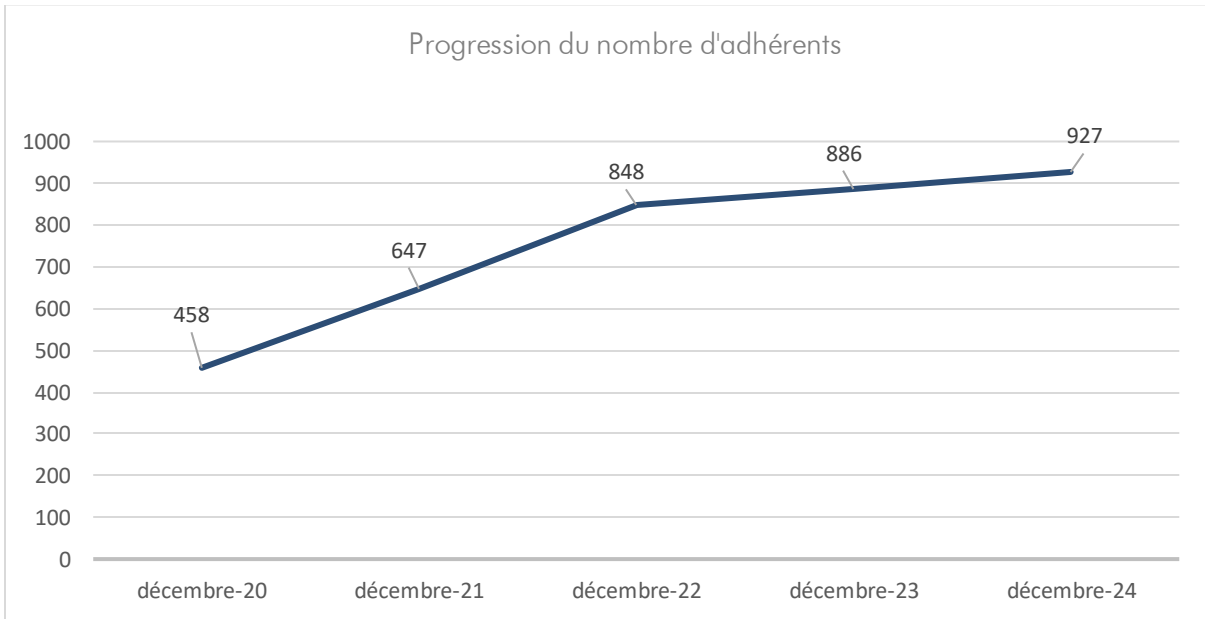
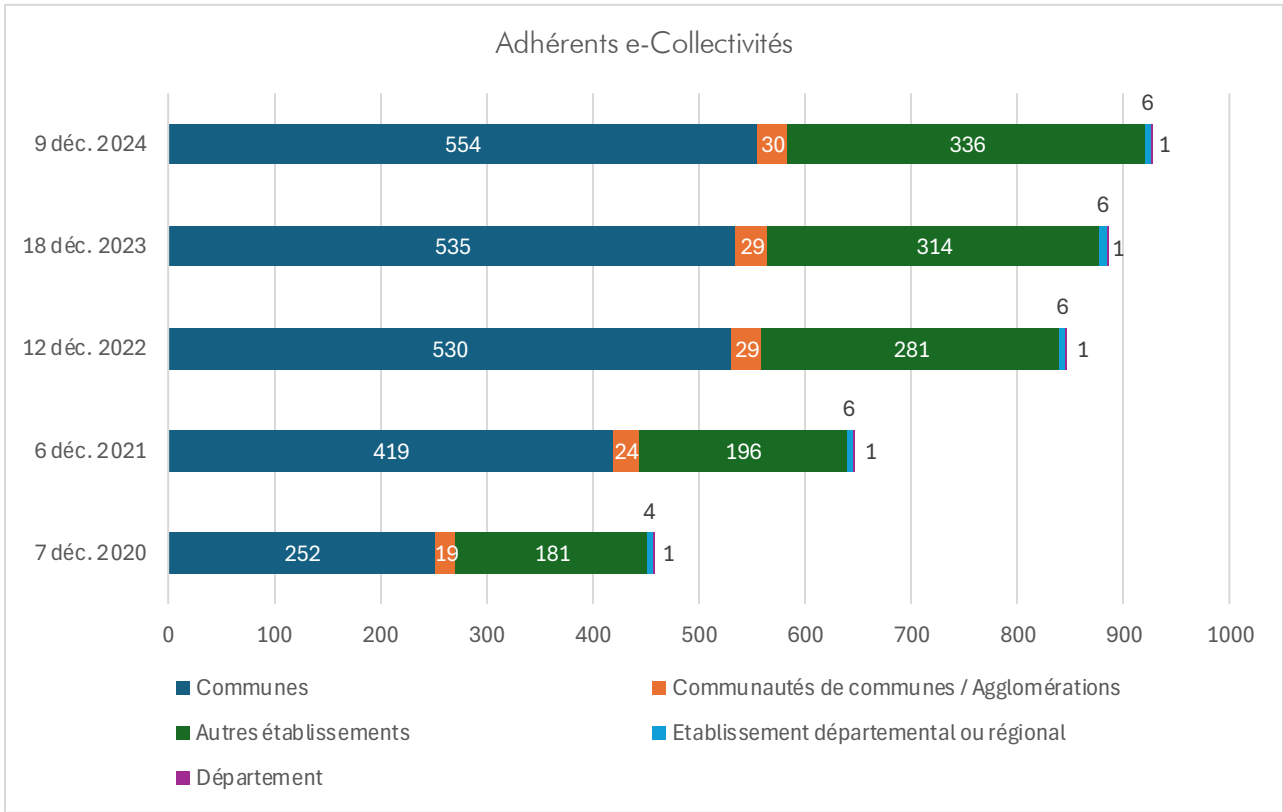
TYPLOGIE DES ADHERENTS 2024 :

Au 31 décembre 2024, le syndicat compte **927** collectivités adhérentes (*contre 886 en 2023 (+41)*) marquant une progression de 4,63% par rapport à 2023 et réparties comme suit :

- 554 communes (+19)
- 30 Communautés d'Agglomération ou de Communes (+1)
- 336 Autres établissements publics (CCAS, CIAS, SIVOM, SIVU, etc) (+22)
- 2 Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale (Vendée et Mayenne)
- Autres adhérents : Trivalis, Sydev, Vendée Eau, Atlantic'eau, Département de la Vendée

4

Adhérents/Dates	07/12/2020	06/12/2021	12/12/2022	18/12/2023	09/12/2024	Evol 2023/2024	Evol 2023/2024
Communes	252	419	530	535	554	19	+3,55%
Communautés de communes/Agglomérations	19	24	29	29	30	1	+3,45%
Autres Etablissements (CCAS, CIAS, SIVU...)	181	196	281	314	336	22	+7,01%
Etablissement départemental ou régional	4	6	6	6	6	=	=
Département	1	1	1	1	1	=	=
Région	1	1	1	1	0	-1	-
TOTAL	458	647	848	886	927	41	+4,63%

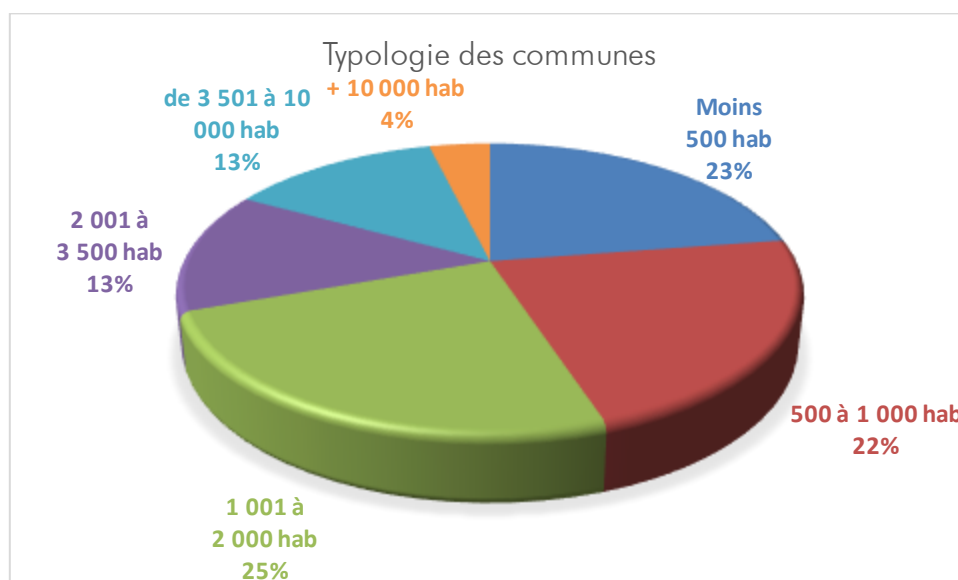


ADHESIONS PAR DEPARTEMENT :

Adhérents /Départements	44	49	53	72	85	REGION	Total général	%
Communes	29	43	214	18	250	-	554	60 %
Autres établissements publics	16	26	75	4	215	-	336	36 %
EPCI	2	3	4	2	19	-	30	3 %
Structures dép. et régionales	1		1		5	0	7	1 %
Total général	48	72	294	24	489	0	927	100%

TYPOLOGIE DES COMMUNES (554)

Adhérents /Communes	Moins 500 hab	500 à 1 000 hab	1 001 à 2 000 hab	2 001 à 3 500 hab	3 501 à 10 000 hab	+ 10 000 hab	Moyenne
Nb Communes	125	124	136	75	73	21	2 500 hab
%	23 %	22 %	25 %	13 %	13 %	4 %	
Obs	45 % des communes ont - de 1 000 habitants						
	83 % des communes ont - de 3 500 habitants						
Cotisations moyenne facturées	234 €	532 €	1 053 €	1 955 €	3 746 €	7 090 €	1 442 €
Obs	33 % des communes ont une cotisation inférieure à 500 €						



Les communes de moins de **3 500 habitants** représentent **83% des adhérents**, soulignant l'enjeu majeur d'accompagnement des petites collectivités dans leur transition numérique.

LES ELUS DU COMITE SYNDICAL

Le syndicat mixte régional e-Collectivités est présidé par Eric HERVOUET, Maire délégué de Saint-Georges de Montaigu.

Les vice-présidents du syndicat sont :

- Yann THOMAS – Maire de Brem-sur-Mer
- Jean-Michel ROUILLE – Maire de Soullans

Délégués titulaires par collège :

COLLEGE DES COMMUNES	
COMMUNE DE CHANTONNAY	Mme Isabelle MOINET
COMMUNE DE CHAVAGNES-EN-PAILLERS	M. Guillaume ARNAUD
COMMUNE DE FONTENAY-LE-COMTE	M. Sébastien VERDON
COMMUNE DE MONTAIGU-VENDEE	M. Eric HERVOUET
COMMUNE DE NIEUL-LE-DOLENT	Mme Corinne POTHIER
COMMUNE DE LA REORTHE	M. Christophe FORTIN
COMMUNE DE SOULLANS	M. Jean-Michel ROUILLE
COMMUNE DE LA TAILLEE	M. Judicaël LAMY
COMMUNE DE TALMONT-SAINT-HILAIRE	M. Patrick VILLALON
COLLEGE DES COMMUNAUTES DE COMMUNES ET D'AGGLOMERATION	
CHALLANS GOIS COMMUNAUTE	M. Rémi PASCREAU
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINT-GILLES CROIX DE VIE	M. Yann THOMAS
LA ROCHE AGGLOMERATION	Mme Nathalie GOSSELIN
COLLEGE DES SYNDICATS DE COMMUNES ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	
CCAS DE SAINT-FULGENT	M. Jean-Luc GAUTRON
CCAS DE SAINT-GILLES CROIX DE VIE	Mme Denise RENAUD
COLLEGE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS DEPARTEMENTAUX	
CENTRE DE GESTION DE LA FPT DE VENDEE	M. Jean-Yves-SIX

TRIVALIS	M. Patrice PAGEAUD
COLLEGE DES DEPARTEMENTS	
DEPARTEMENT DE LA VENDEE	Mme Cécile BARREAU

Délégués suppléants par collège :

COLLEGE DES COMMUNES	
COMMUNE DE BENET	M. Xavier SARRY
COMMUNE DE BOUIN	M. Thomas GISBERT
COMMUNE DE CHAVAGNES-LES-REDOUX	M. Frédéric PORTRAIT
COMMUNE DE GRAND'LANDES	M. Pascal MORINEAU
COMMUNE DE MONTREVERD	M. Lionel BOSSIS
COMMUNE DE MORTAGNE-SUR-SEVRE	M. Damien ROY
COMMUNE DE LUCON	M. Jean-Philippe CHARRIER
COMMUNE DE SAINT-CHRISTOPHE DU LIGNERON	M. Thierry RICARDEAU
COLLEGE DES COMMUNAUTES DE COMMUNES ET D'AGGLOMERATION	
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE VIE ET BOULOGNE	M. Guy PLISSONNEAU
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DES ACHARDS	M. Dominique DURAND
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LA CHATAIGNERAIE	M. Alain CAREIL
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DES HERBIERS	M. Franck GAUTHIER
COLLEGE DES SYNDICATS DE COMMUNES ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	
CCAS DES ESSARTS-EN-BOCAGE	M. Jean-Pierre MALLARD
CIAS DU PAYS DE CHANTONNAY	M. Yannick SOULARD
COLLEGE DES DEPARTEMENTS	
DEPARTEMENT DE LA VENDEE	Mme Nadia RABREAU

L'ÉQUIPE DU SYNDICAT MIXTE

Au 31 décembre 2024, l'équipe du syndicat mixte est composée de **29** collaborateurs.

En 2024, aucun recrutement n'est intervenu, 3 agents ont quitté le syndicat.

Cellule cyber

- Technicien cybersécurité en CDD (fin de contrat).

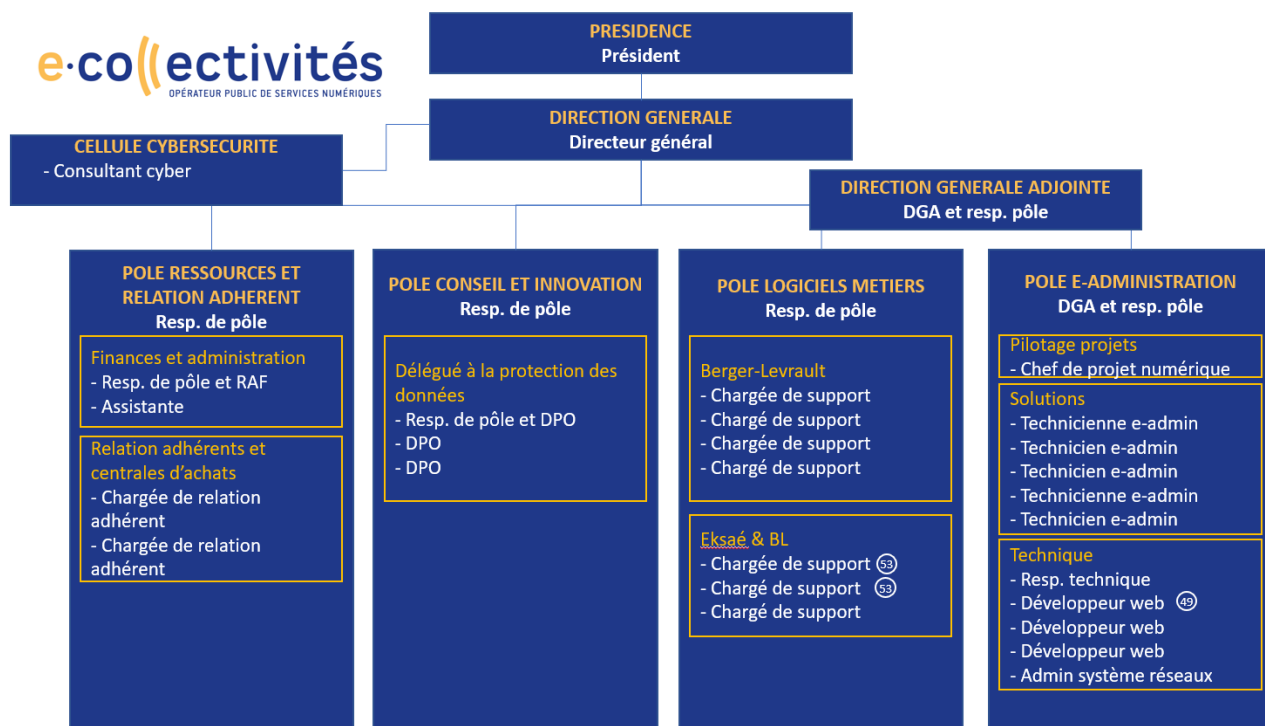
Pôle conseil et innovation

- Déléguée à la protection des données en CDD (démission).

Pôle logiciel métiers

- Chargé de support en CDD (démission).

L'organisation des services se compose comme suit :



LES PROJETS DU SYNDICAT EN 2024

PROJETS
Déploiement de l'offre coffre-fort numérique RH pour les collectivités
Déploiement de l'offre signature électronique à la volée pour les collectivités
Développement et déploiement de l'offre gestion de la relation usager pour les collectivités
Déploiement de l'offre chatbot (assistant virtuel) pour les collectivités
Déploiement d'un réseau social collectivités et du bureau virtuel Pléiade
Déploiement d'une solution de publication des actes pour les collectivités
Etude et mise en œuvre d'un logiciel de gestion des actes pour les collectivités
Etude et refonte de l'offre de gestion documentaire pour les collectivités
Etude et définition de l'offre d'archivage électronique intermédiaire et définitive pour les collectivités
Internalisation des sites internet
Poursuite du déploiement des packs cyber

ZOOM SUR L'ACTIVITE SUPPORT

Le support aux utilisateurs constitue une activité importante pour le syndicat. Il s'agit, via les pôles e-administration et logiciels métiers, d'assurer l'assistance aux utilisateurs sur toutes les solutions fournies par le syndicat ainsi que sur les logiciels métiers des éditeurs Berger-Levrault et Eksa utilisés par les collectivités adhérentes.

Les missions menées par les 2 pôles sont indispensables pour promouvoir une administration publique numérisée, répondant efficacement aux exigences modernes et aux besoins des citoyens.

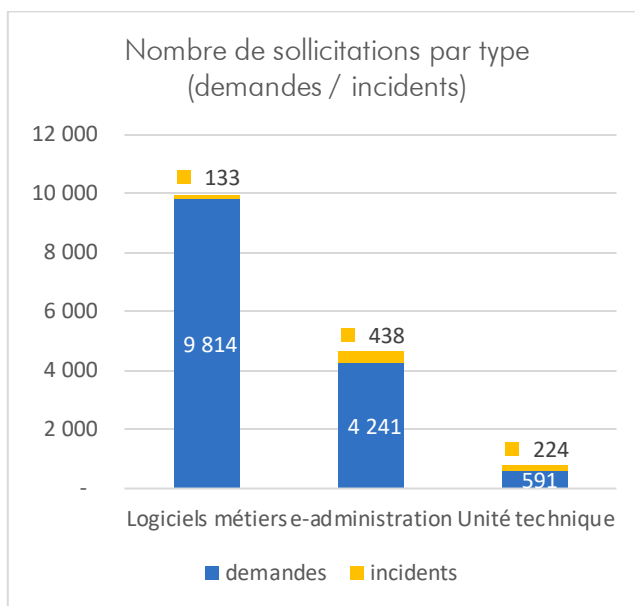
➤ Evolution des sollicitations par entité :

Thématique concernée	Nombre de sollicitations	Evolution 2023-2024
Logiciels métiers	9 947	+2.4%
E-administration	4 679	-1,1%
Support Unité technique	815	+18,3%

- Une très forte augmentation du support assuré par l'Unité technique intégrant le support des sites internet, le support aux OPSN (opérateurs publics de services numériques) pour lesquels nous mettons à disposition le bureau virtuel Pléiade et le support en lien avec l'infrastructure.
- Cette hausse significative peut s'expliquer par :
 - Un effet direct de l'application, début 2024, de la procédure de prise en charge des tickets d'assistance (*1 sollicitation = 1 ticket*) qui n'était pas forcément appliquée dès sa diffusion mi-2023 par les techniciens en charge du support ;
 - Un support plus important auprès des OPSN du fait de l'installation de la nouvelle version Pléiade à partir du 2^{ème} trimestre 2024.
- Une augmentation des sollicitations au support « Logiciels métiers » qui s'explique par :
 - L'ajout du service « Coffre-fort numérique RH » qui a généré 73 tickets ;
 - Les 2 campagnes électorales (européennes et législatives), entraînant une hausse des sollicitations des utilisateurs.
- Une légère baisse des sollicitations auprès du support e-administration, s'expliquant par :
 - Une fiabilisation des indicateurs grâce à l'application de la procédure de prise en charge des tickets, en œuvre depuis le 2^{ème} trimestre 2023 (*1 sollicitation avec plusieurs demandes = 1 seul ticket*) ;

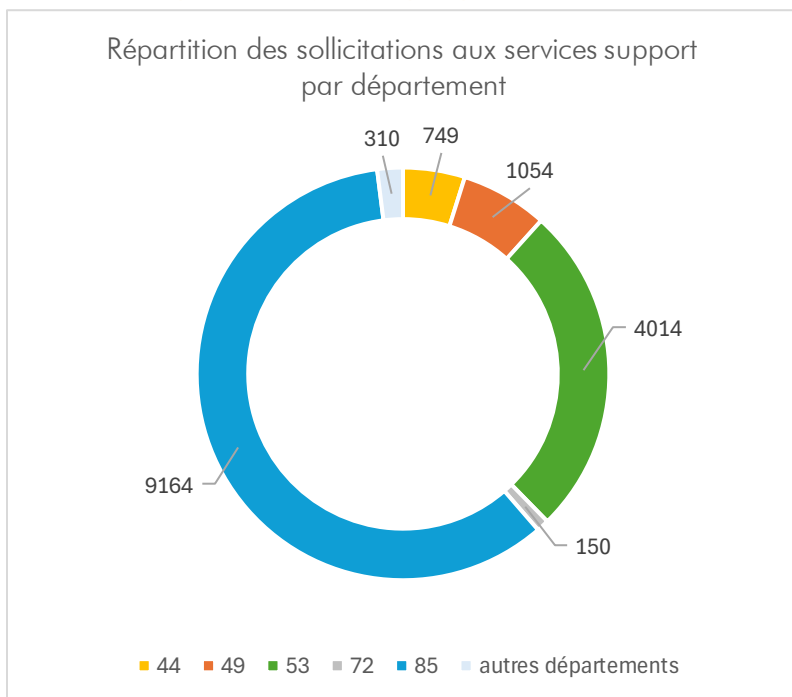
➤ Répartition des sollicitations par catégorie :

- 95% des sollicitations des utilisateurs auprès du support concernent des demandes d'assistance et non des incidents techniques.



- Les incidents signalés aux support e-administration (entité « e-administration » et « unité technique ») sont liés à :
 - La mise en production du nouveau bureau Pléiade ;
 - Des indisponibilités de Pastell et de la GED.

➤ Répartition géographique des demandes



- Tous services “support” d’e-Collectivités confondus, les sollicitations proviennent essentiellement des collectivités adhérentes de Vendée et Mayenne, qui totalisent 85% des demandes. Ce sont ces 2 départements qui regroupent le plus de collectivités adhérentes.

➤ Canaux de prise en charge des demandes d'assistance

Thématique concernée	Téléphone	Courriels
Logiciels métiers	324	9 623
E-administration	966	3 713
Unité technique	36	779

Les canaux de sollicitation du support montrent :

- Une prédominance des sollicitations par courriels ;
- Le téléphone est peu utilisé en Unité technique, probablement en raison de la nature plus technique et complexe des demandes ;
- La fiabilité des données sur les appels téléphoniques est à améliorer : la comptabilisation actuelle repose sur l'ajout manuel de l'étiquette « Téléphone » par les agents. Ce point mériterait de disposer d'un système de suivi plus automatisé pour garantir la fiabilité des données.

Les évolutions observées en 2024 dans l'activité « support » mettent en lumière :

- Une meilleure structuration du support, notamment avec la mise en application de la procédure de prise en charge des tickets et une fiabilisation des indicateurs ;
- Une progression du support Logiciels métiers, nécessitant une anticipation des pics d'activité liés aux événements exceptionnels (les élections).

LE POLE E-ADMINISTRATION

Les activités du pôle e-administration s'articulent autour de trois axes principaux :

- Le support aux utilisateurs,
- Le déploiement de nouvelles solutions de dématérialisation et prestations associées,
- Le transfert de compétences, la formation.

Le pôle e-administration a notamment en charge :

- **La feuille de route numérique 2023-2026 :**

La cheffe de projet numérique assure le suivi et la mise en œuvre des projets prévus dans cette feuille de route.

- **Les solutions de dématérialisation :**

Les techniciens e-administration prennent en charge :

- la mise en œuvre et le support des solutions de dématérialisation, incluant entre autres la gestion électronique de documents, les marchés publics et les convocations électroniques.

- **La gestion de l'infrastructure technique :**

L'unité technique gère l'infrastructure supportant ces solutions, leur maintien en condition opérationnelle et leur maintien en condition de sécurité, garantissant ainsi leur disponibilité, leur performance et leur évolutivité.

Le développement de certaines solutions proposées par le syndicat et la réalisation de sites internet sont également effectués par l'unité technique.

- **Marché associé à la plateforme de dématérialisation des marchés publics :**

Le marché relatif à l'hébergement, la maintenance, la fourniture et aux prestations associées à la plateforme de dématérialisation des procédures de passation et d'exécution des marchés publics, attribué à la société Atline est arrivé à échéance le 15 février 2024.

La solution est proposée dans le catalogue de services des collectivités adhérentes. Les services associés aux solutions donnant satisfaction, il a été décidé de poursuivre l'hébergement et la maintenance à compter du 16 février 2024 via un nouveau marché public.

Les actions de la feuille de route 2023-2026

Depuis fin 2023 et l'adoption d'une feuille de route numérique 2023-26, le syndicat a réalisé environ la moitié des projets inscrits dans cette programmation. En 2024, de nouveaux projets ont été réalisés, certains terminés et d'autres sont en cours de réalisation pour aboutir en 2025.

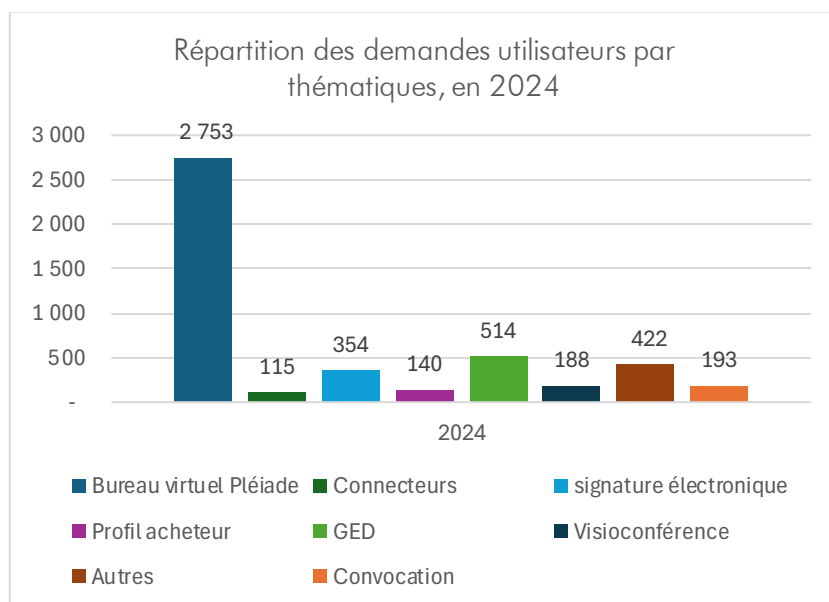
Projet	À initier	En cours	Terminé	Abandonné
Gestion de la relation usagers				
Evolution de l'offre logiciels				
Publication des actes				
Coffre-fort numérique RH				
Connecteur Urbanisme				
Gestion des actes				
Signature électronique à la volée				
Evolution bureau virtuel Pléiade				
Evolution GED				
Archivage électronique				
Chatbot				
Réseau Social FPT				
AMOA				
Numérique Responsable				
Evolution de l'offre télécom				
Déploiement Cyber				
Complétude Cyber				
Hébergement collectivités				

Prise en charge des demandes d'assistance par thématique

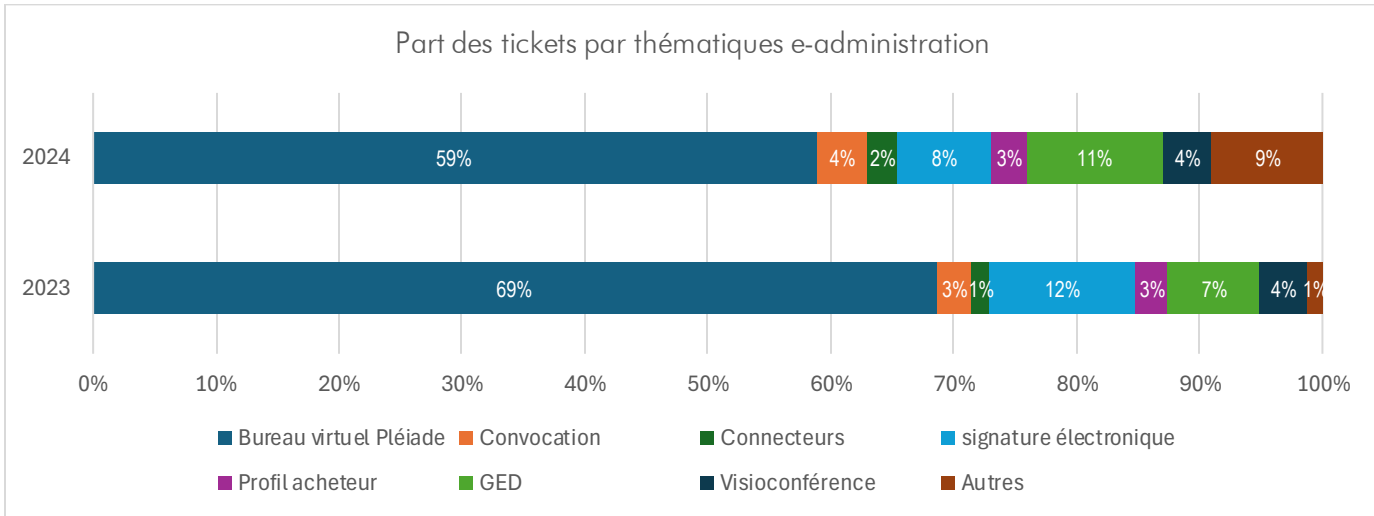
➤ Répartition des sollicitations par thématique :

Les demandes de sollicitations peuvent être réparties en 8 thématiques :

- Bureau virtuel Pléiade ;
- Convocation ;
- Connecteurs ;
- Signature électronique ;
- Profil acheteur ;
- Ged ;
- Visioconférence ;
- Autres.



L'analyse des demandes des utilisateurs faites au support e-administration en 2024 montre une très forte sollicitation sur le bureau virtuel Pléiade et la GED, cela inclut les créations, modifications et suppressions de comptes des utilisateurs.



*L'évolution de l'activité est à nuancer, dans la mesure où un travail sur les étiquettes pour mesurer plus finement l'activité a été réalisé début 2024.

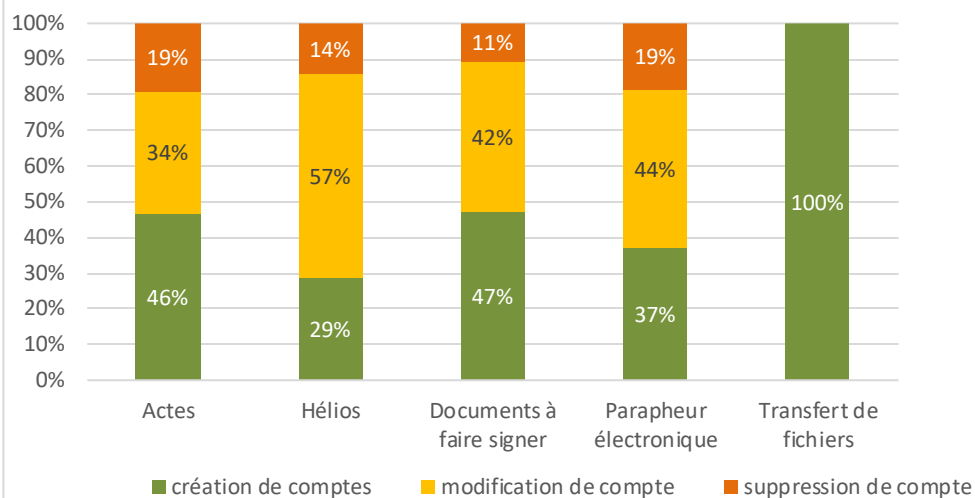
➤ **Analyse détaillée des principales thématiques :**

○ **Bureau virtuel Pléiade : 2 753 tickets**

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Sollicitations pour création, modification, suppression de comptes	Déploiements
Bureau virtuel Pléiade	2 753	820	84
Document à faire signer	268	148	30
Parapheur électronique	1 068	97	26
Télétransmission des actes	818	478	48
Télétransmission des flux hélios	159	21	6
Echange fichiers volumineux	13	2	-
Divers (Tdt, Pastell, etc.)	427	-	-

Parmi les déploiements Pléiade réalisés en 2024, **33** concernaient des collectivités nouvellement adhérentes.

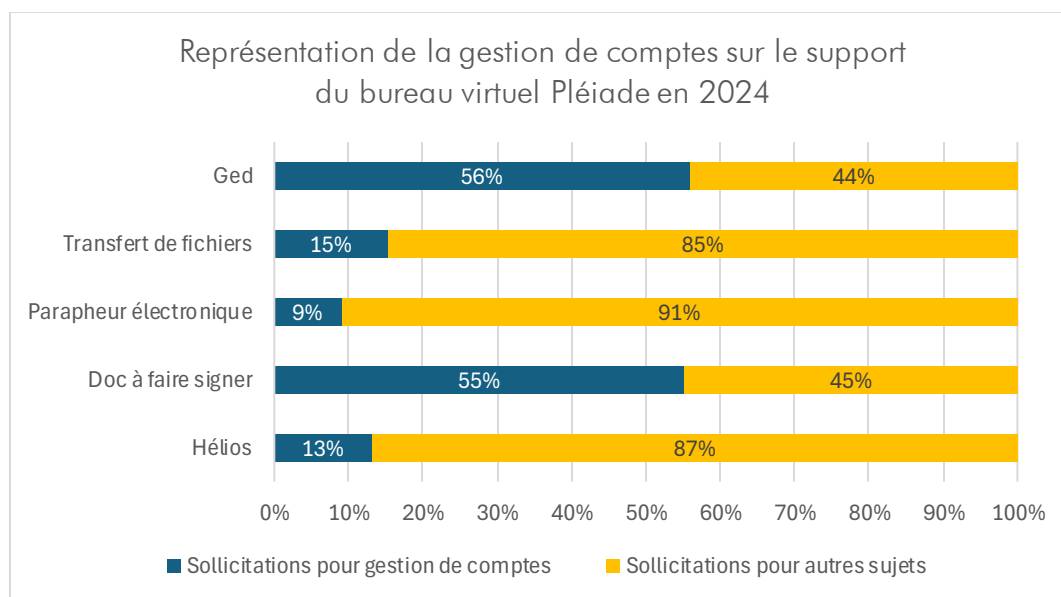
Répartition des interventions de gestion de compte sur Pléiade



Gestion des comptes Pléiade (hors GED), hors déploiement

Pléiade	Nombre
Création de comptes	464
Modification de comptes	397
Suppression de comptes	219

Le graphique ci-dessous met en évidence une forte demande de sollicitations pour la gestion de comptes (création, modification ou suppression) pour les modules "documents à faire signer", "Actes" et "GED". Sur la GED, il faut probablement croiser cette forte demande avec le travail réalisé sur le serveur Pastell initié en juin. En effet, un espace de "pré-archivage" sur la GED a été créé pour chaque collectivité, afin que les actes et documents à faire signer, transitant par Pastell, soient envoyés automatiquement via un connecteur sur cet espace. Il a été proposé aux collectivités d'identifier 2 utilisateurs pour accéder à cet espace avec des droits de consultation.



o Connecteurs : 115 tickets

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements
Connecteurs	115	+41,9%	43
Berger-Levrault	10		17
Ciril	23		5
JVS-Mairistem	10		5
Cosoluce	13		8
Urbanisme	8		4
Chorus	6		-
CERIG	5		-
Autres	43		4

○ Convocation : 193 tickets

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements	Nb transferts de compétences
Convocation électronique des élus (usage simple)	150	+23,9%	30	4
Convocation électronique des élus (usage avancé)	43	43,3%	19	10

○ Signature électronique : 354 tickets

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements	Nb transferts de compétences
Signature électronique à la volée	22	-	28	28
Certificats de signature RGS**	332	-48,8%	-	-

- La solution de signature électronique à la volée est un nouveau service mis à disposition des adhérents au mois de juin 2024.
- La baisse des sollicitations sur les certificats RGS** s'explique par le cycle de renouvellement (la durée de validité d'un certificat est de 3 ans). La majorité des certificats avaient été remis au début des mandats suite aux élections 2020. L'année 2023, correspondait donc au renouvellement de ces certificats.
- 151 nouvelles demandes de certificats enregistrées en 2024.

RGS**	Nombre de certificats 2024	Evolution 2023 / en 2024
Nouveaux certificats	151	-6,2%
Renouvellements	134	-56,2%
Total commande	285	-38,9%

- 2 webinaires ont été proposés aux adhérents pour présenter la solution de signature électronique à la volée « OpenSignature » rassemblant 84 participants ;

○ Profil acheteur : 140 tickets

En 2024, 497 collectivités utilisent le profil acheteur proposé par e-Collectivités.

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements	Nb transferts de compétences
Profil acheteur	140	0%	24	9

Statistiques d'utilisation de la plateforme "marchés sécurisés" en 2024 :

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024
Nb de consultations	2 001	-5,3%
Nb AO	371	-3,1%
Nb Mapa	1 630	-5,9%
Autres	0	-
Nb de retraits de dossiers	42 583	+3,9%
Nb de dossiers déposés	11 742	+0,7%
Nb de comptes entreprises	8 459	+3,4%

○ Gestion Electronique Documentaire : 518 tickets

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Création, modification, suppression de compte	Nvx déploiements	Nb transferts de compétences
GED	518	290	1	1

- ⇒ Compte-tenu d'une réflexion en cours sur l'évolution de la GED, la solution de GED actuelle n'a pas été mise en avant auprès de nos adhérents en 2024.
- Une expérimentation a été menée mi-2024, pour comparer la version GED Alfresco communautaire couplée à un outil d'édition en ligne avec la solution de stockage de fichiers Nextcloud.
 - ⇒ Compte-tenu des usages déjà déployés auprès de certains adhérents et la volonté d'accompagner les collectivités dans une meilleure appropriation de cette solution, le choix de continuer à utiliser la GED Alfresco en version communautaire a été fait.

Gestion des comptes GED

Pléiade	Nombre
Création de comptes	241
Modification de comptes	72
Suppression de comptes	73

- Visioconférence : 188 tickets

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024
Visioconférence	188	-13,4%

- Numérique responsable :

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nombre d'actions initiées
Numérique responsable	1	-	9

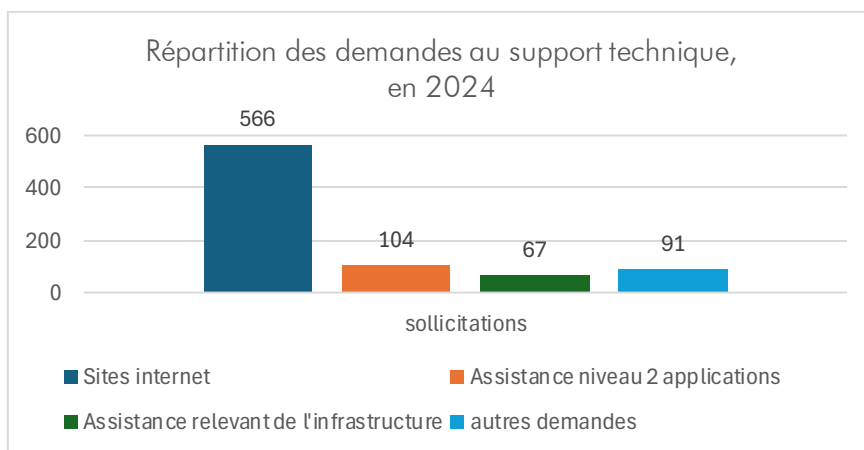
- 1 technicienne e-administration s'est engagée dans un cursus de formation sur le numérique responsable et a suivi le parcours pour devenir animateur de la fresque numérique.
- 4 collectivités ont aidé à structurer cette offre.

⇒ Une nouvelle offre disponible depuis fin 2024.

Les actions support de l'unité technique

22

L'unité technique gère principalement le support de niveau 2 sur le bureau virtuel Pléiade (Pléiade, GED, Pastell, i-Parapheur), les sollicitations relatives aux sites internet ainsi que les sollicitations des OPSN pour lesquels nous mettons à disposition Pléiade.



- L'assistance niveau 2 sur les applications et l'infrastructure : 262 tickets

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Demandes	Incidents
Pléiade	61	42	19
Pastell	4	2	2
i-parapheur	21	11	10
Ged	18	11	7
Infra	67	40	27
Autres	91	65	26

- Les sollicitations les plus nombreuses concernent Pléiade et l'infrastructure (mise en production du nouveau bureau virtuel Pléiade mi-2024)

➤ **Les sites internet : 566 tickets**

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements	Nb transferts de compétences
Sites internet	566	+ 4,6%	23	23

En 2024, l'activité autour de l'offre "site internet" s'est articulée autour de 4 actions :

○ **L'internalisation de l'hébergement des sites internet :**

Il a été décidé d'internaliser l'hébergement des sites internet générant une réduction de 89% des coûts d'hébergement.

- Mise en place d'un serveur virtuel dimensionné pour supporter plusieurs centaines de sites internet ;
- Rapatriement des fichiers et des bases de données des 126 sites en production ;
- Migration progressive et transparente pour les collectivités.

○ **Le développement d'un socle unique "multisites" :**

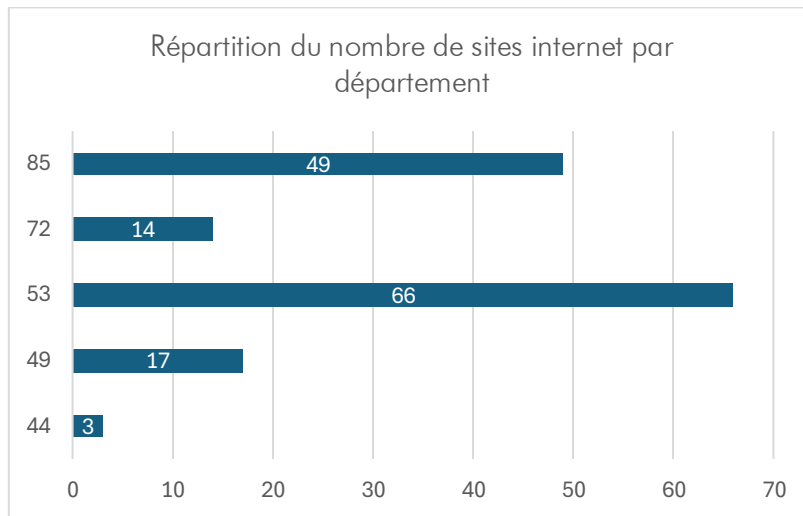
L'objectif de cette action était de faciliter la maintenance des sites internet, et leur évolution.

- Mise en place d'un core Drupal configuré pour le multisites ;
- Développement d'un module de déploiement de sites avec un socle unique ;
- Migration progressive et transparente pour les collectivités ;
- Harmonisation des thèmes graphiques et des vues.

○ **Le déploiement de nouveaux sites :**

Depuis le début de l'année 2024, le déploiement des sites internet est offert aux collectivités. Afin de promouvoir cette offre :

- **2** webinaires ont été proposés fin juin rassemblant 60 participants ;
- Expérimentation de prospection téléphonique ciblée en octobre/novembre ;
- **23** nouveaux sites internet (12 préproductions en attente de mise en production, 11 en production).



⇒ Forte adoption de l'offre « sites internet » par les collectivités adhérentes de Mayenne et de Vendée.

○ **L'ajout de fonctionnalités :**

- Compatibilité avec l'application « Dans ma poche » de Nantes Métropole (remontées des actualités et événements des sites) ;
- Visualisation géographique multipoints (localisation de points d'intérêts / lieux touristiques) ;
- Compatibilité Open Agenda pour la gestion d'évènements.

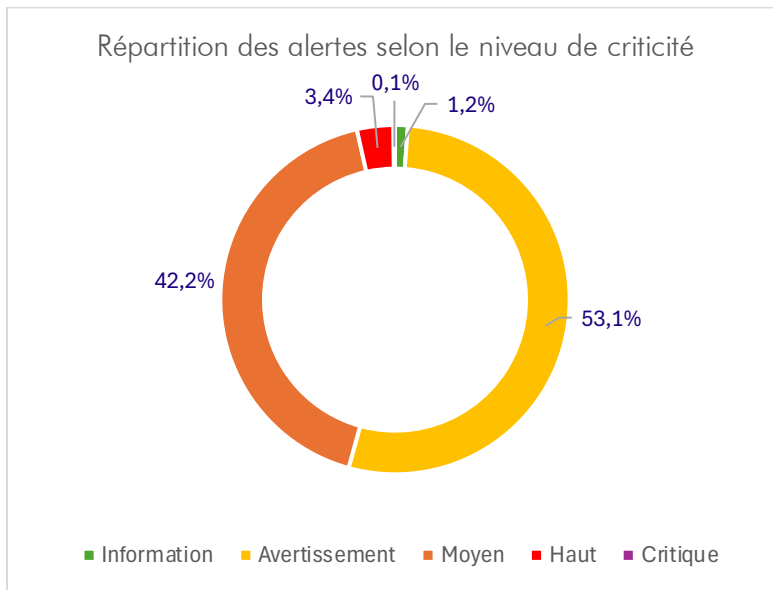
Sécurisation et gestion de l'infrastructure

➤ **Les actions de sécurisation de l'infrastructure :**

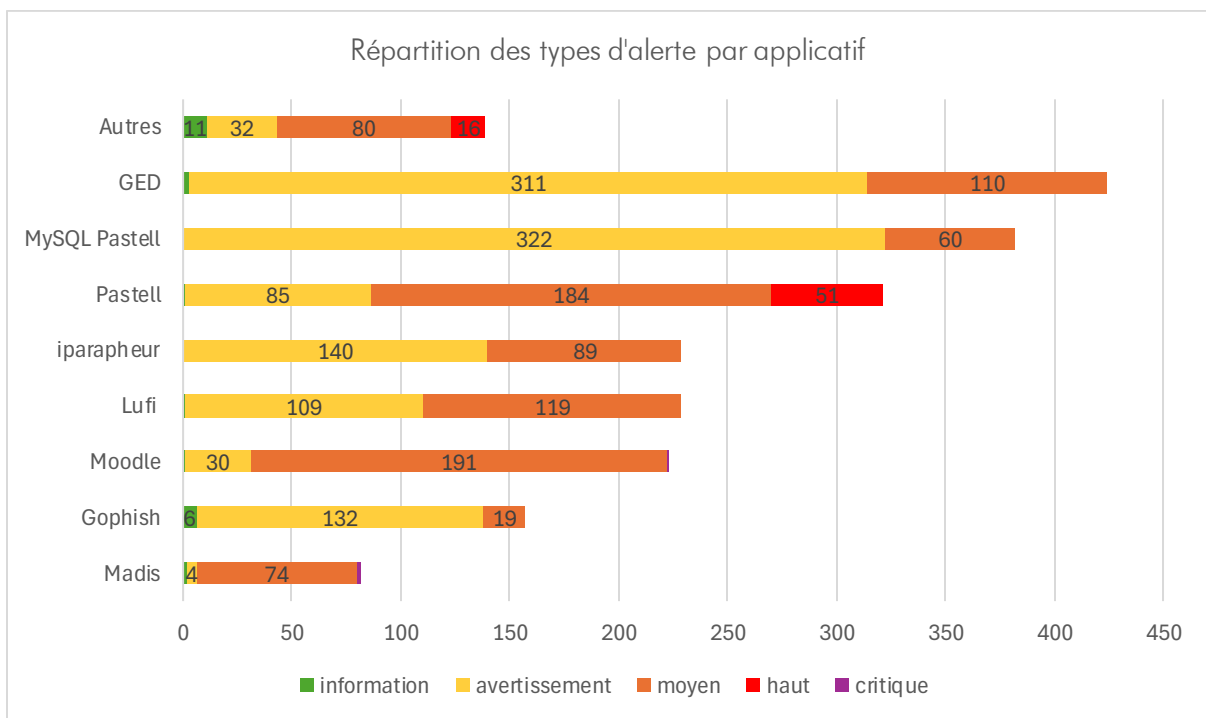
- Mise en place d'un firewall permettant la sécurisation des flux réseaux ;
- Mise en place d'un bastion d'administration afin de contrôler les accès administrateurs ;
- Mise en place d'un serveur de logs centralisés pour mieux surveiller et analyser les incidents ;
- Mise en place d'un serveur MTP centralisé ;
- Mise en place de la double authentification (2FA) pour les comptes à privilèges ;
- Dissociation de l'administration de l'annuaire (LDAP) et de Pléiade, isolation réseau pour limiter les accès en cas d'intrusion ;
- Mise en place de ProConnect.

➤ **La gestion de l'infrastructure :**

En 2024, **2 194** alertes ont été recensées via l'outil de surveillance Zabbix réparties de la manière suivante :



⇒ Pastell et la GED représentent, en cumulé, plus de la moitié des alertes



En 2024, l'importante augmentation du nombre d'alertes par rapport à 2023 (+360%) s'explique par :

- Des actions de sécurisation de l'infrastructure ont été menées telles que la mise en place du bastion et du firewall ;
- La mise en place de nouveaux applicatifs (hébergement de tous les sites sur un serveur, installation d'un RSE pour les agents territoriaux, ...)
- L'installation d'une solution de sauvegarde externalisée qui génère des surconsommations de ressources ;
- La mise en place des connecteurs de purge et versements Pastell/GED.

L'activité développement web

En 2024, l'activité développement web a principalement concerné 2 solutions :

➤ Le bureau virtuel Pléiade :

Le bureau virtuel Pléiade pour les usages des adhérents e-Collectivités a évolué avec :

- Ajout de nouvelles fonctionnalités : actualités, formations, alertes... ;
- Refonte de l'annuaire LDAP en conformité avec la nouvelle version.

Cette nouvelle version du bureau virtuel Pléiade a été déployée en production auprès des adhérents e-Collectivités début avril 2024.

- 2 webinaires ont été proposés aux adhérents pour présenter les nouvelles fonctionnalités du bureau virtuel Pléiade, rassemblant **434** participants ;

L'unité technique assure le support Pléiade des OPSN ayant signé une convention de mise à disposition de Pléiade.

Nombre de Nouvelles conventions de mises à disposition de Pléiade signées en 2024 avec des OPSN	Nombre de conventions de mise à disposition de Pléiade avec OPSN	Déploiements réalisés en 2024
2	6	3
SM Eure Normandie Numérique SM Seine-Maritime numérique	SM Somme Numérique GIP Récia SM Soluris SM SITIV <i>SM Eure Normandie Numérique</i> <i>SM Seine-Maritime numérique</i>	SITIV GIP Récia SM Eure Normandie Numérique

➤ Le développement de la solution de GRU "Pluriel" :

En 2024, le développement de la GRU Pluriel a porté sur :

- Refonte front et back-office ;
- Ajout du rôle « Responsable de service » multi-services ;
- La mise en place de nouvelles fonctionnalités : statistiques, export de données, questions / réponses usagers ;
- Tests réalisés par deux collectivités pendant l'été, avant finalisation de la solution sur le 2^{ème} semestre.

⇒ Pluriel est conçu pour améliorer l'interaction entre citoyens et collectivités, la solution est désormais opérationnelle pour être déployée.

- 2 webinaires ont été proposés aux adhérents pour présenter cette nouvelle solution, rassemblant **85** participants ;

LE POLE LOGICIELS METIERS

Les activités du pôle logiciels métiers s'articulent autour de trois axes principaux :

- Le support aux utilisateurs,
- Le déploiement et le paramétrage des logiciels métiers,
- Le transfert de compétences, la formation.

Le pôle logiciels métiers a notamment en charge :

- **Support aux collectivités adhérentes :**

Le pôle gère les sollicitations support auprès de **352** collectivités adhérentes :

- **241** collectivités utilisant les logiciels de la gamme e.Magnus de Berger-Levrault ;
- **111** collectivités utilisant les logiciels de la gamme Channel d'Eksaé.

- **Evolution des relations clients :**

- **12** collectivités qui étaient auparavant directement clientes de l'éditeur ont souscrit au service « support logiciels métiers » proposé par e-Collectivités.
- **9** nouvelles collectivités ont commandé les logiciels via notre marché « Logiciels métiers ».

- **Formations :**

Les chargés de support proposent des formations catalogues aux adhérents toute l'année par thématique ou logiciel. A retrouver dans notre catalogue de formations.

- **Conventions de partenariat avec l'éditeur Berger-Levrault :**

A compter du 1^{er} janvier 2024, une nouvelle convention de partenariat a été signée avec l'éditeur Berger-Levrault pour une durée de 4 ans. Elle définit les périmètres et conditions d'intervention de chacune des parties et nous permet de poursuivre l'assistance de proximité auprès des collectivités adhérentes.

- **Marché Logiciels métiers :**

Le précédent marché, portant sur la fourniture d'une suite de logiciels métiers pour les collectivités locales ainsi que sur les prestations associées, attribué à l'éditeur Berger-Levrault a pris fin de le 2 mars 2024. Pour assurer la continuité du service, le syndicat mixte e-Collectivités a lancé une consultation relative à la fourniture d'une suite de logiciels métiers pour les collectivités locales et prestations associées dans le respect de la procédure d'appel d'offres ouvert prévue à l'article L.2124-2 du code de la commande publique.

- La consultation était répartie en deux lots :

Lot	Intitulé
1	Logiciels finances, RH, population, enfance, facturation pour petites et moyennes collectivités
2	Logiciels finances et RH pour grandes collectivités

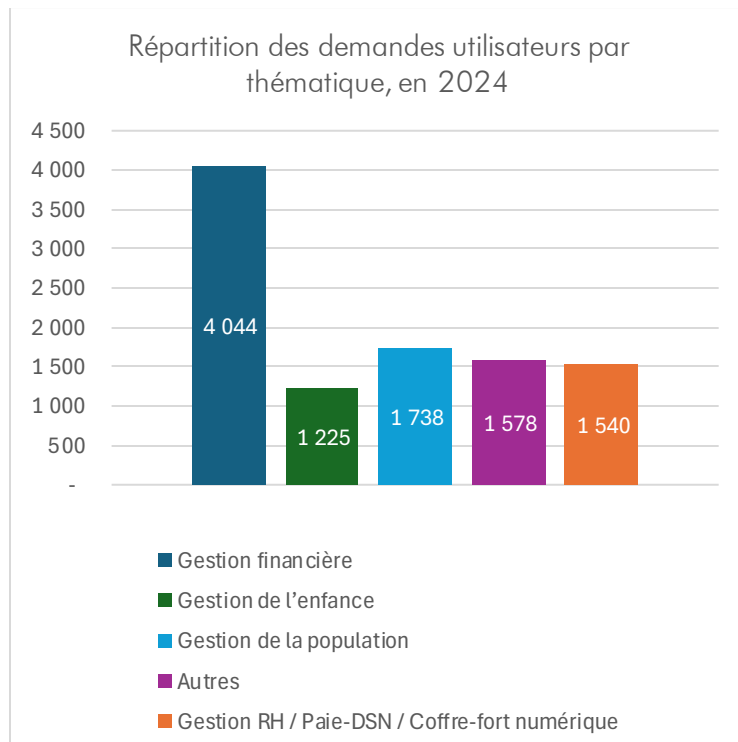
- A l'issue de la procédure, la Commission d'Appel d'Offres a décidé :
 - D'attribuer le lot 1 à l'éditeur Berger-Levrault ;
 - De déclarer sans suite la procédure relative au lot 2 pour « motif d'intérêt général ».

Prise en charge des demandes d'assistance par thématique métier

Les demandes de sollicitations peuvent être regroupées en cinq thématiques :

- Gestion financière ;
- Gestion RH / Paie – DSN / Coffre-fort numérique ;
- Gestion de l'enfance ;
- Gestion de la population ;
- Autres.

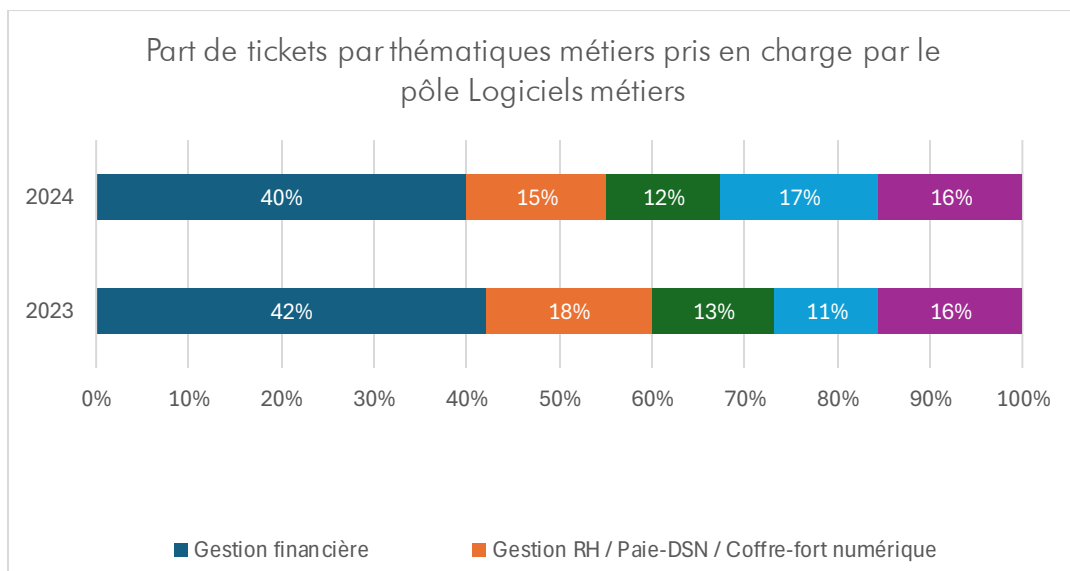
28



- Le graphique ci-contre montre une très forte sollicitation sur la gestion financière, suivie de la gestion de la population et de la gestion RH.

➤ **Evolutions des sollicitations entre 2023 et 2024**

L'analyse des demandes des utilisateurs faites au support logiciels métiers en 2024 met en évidence une augmentation significative des demandes sur la gestion de la population (+ 6 points par rapport à 2023), principalement en raison des 2 campagnes électorales.



➤ **Détail par thématique :**

○ **Gestion financière :**

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements / paramétrages	Nb transferts de compétences
BL / GF 2009	39	+34,5%	-	-
BL / egf evol	2 987	+3,2%	3	12
Eksae / Channel Compta	1 018	-16,1%	-	5

⇒ Baisse des demandes sur Channel Compta.

○ Gestion RH / Paie-DSN / Coffre-fort numérique RH :

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements	Nb transferts de compétences
BL / e-paie	237	-17,1%	2	3
BL / DSN	91	-34,5%	-	-
EKSAE / Channel Paie	771	-19,6%	-	9
EKSAE / DSN	368	+0,3%	-	-
SILAE / Coffre-fort	73	-	-	-

⇒ Introduction du coffre-fort numérique RH : Déploiement en 2024 d'un nouveau service permettant la dématérialisation des bulletins de salaires en les stockant dans un coffre-fort numérique, adopté par e-Collectivités dès le mois de janvier 2024.

○ Gestion de l'enfance :

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements / paramétrages	Nb transferts de compétences
BL / enfance	1 122	-5,2%	4	5
BL / Portail famille	103	-21,4%		1

○ Gestion de la population :

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements / paramétrages	Nb transferts de compétences
BL / Cimetières	28	-24,3%	1	1
Eksae / Channel Cimetières	9	-10,0%	-	-
BL / eGRC	1 211	+55,1%	1	2
<i>Dont BL / eGRC élections</i>	<i>210</i>	<i>+172,3%</i>	-	-
Eksae / Channel élections	118	+126,2%	-	-
Eksae / Channel état civil	144	-8,3%	7	-
Eksae / Channel Population	3	+200,0%	-	-
Eksae / Channel Recensement	15	-6,3%	-	-

⇒ Forte hausse des demandes liée aux élections (210 demandes en 2024 contre 77 en 2023).

○ Autres :

Thématique concernée	Nb de sollicitations	Evolution 2023 / 2024	Nvx déploiements	Nb transferts de compétences
BL / Socle	629	+6,8%	33	-
BL / Saas	594	+14,0%	9	-
BL / eFactu	36	-25,0%	-	-
Eksae / Channel Facturation eau	23	0	-	-
Eksae / Channel Multifacturation	51	-52,8%	-	2
Eksae / SAAS	11	+57,1%	-	-
Eksae (connexion, etc.)	142	-9,6%	-	-
Autres (autres demandes + sans étiquettes, BL suivi client, bl décisionnel)	92	+7,0%	-	1

31

Les prestations réalisées pour le compte des collectivités

En 2024, les chargés de support logiciels métiers ont réalisé **493 heures** de prestations réparties ainsi :

	BL eMagnus	EKSAE Channel	Total heures
Transferts de compétences	216h	101h	317h
Paramétrages	47,5h	21h	68,5h
Installations techniques	104h	4h	108h
Nombre de sessions	367,5h	126h	493,5h

Les formations catalogues dispensées

En 2024, 29 sessions de formations ont été proposées sur les différents logiciels des gammes e.Magnus de Berger-Levrault et Channel de Eksae:

- 14 en présentiel ;
- 15 à distance.

	BL eMagnus	EKSAE Channel	Nombre de sessions
Présentiel	10	4	14
Distance	13	2	15
Nombre de sessions	23	6	29

- Les formations e.Magnus ont bien fonctionné, en revanche, nous n'avons eu aucune inscription sur les 6 sessions de formations proposées sur les logiciels EKSAE Channel.

- Sur les 23 sessions e.Magnus, **22** ont été réalisées (soit 3 sessions de plus qu'en 2023). Ces 22 sessions représentent 77 personnes formées (+ 16 personnes comparé à 2023) pour 66 heures de formations dispensées.

	Nb d'heures dispensées	Nb de personnes formées
eMagnus	42	60
eGRC	24	17
Total	66	77

Les webinaires d'information

Webinaire	Nombre de webinaires	Nombre de collectivités participantes
Présentation du coffre-fort numérique edoc / Desk RH	2	91
BL enfance : Montée Pédagogique	1	63
EKSAE / Channel élections	2	38
BL / eGRC sur le thème des élections	2	258
Paramétrage de la prévoyance dans le logiciel EKSAE	2	~80
Total	7	530

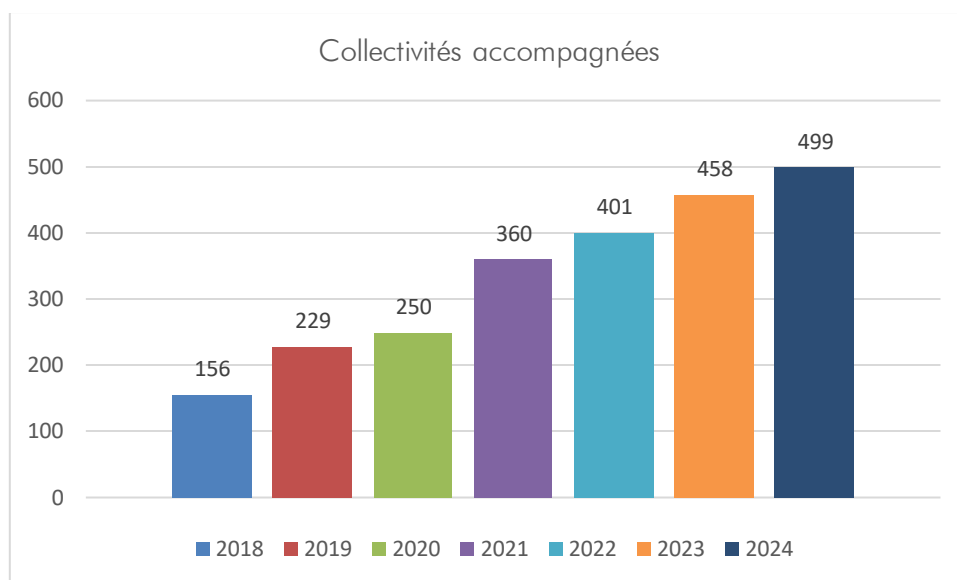
⇒ Un fort engagement des collectivités sur les webinaires liés aux élections.

LE POLE CONSEIL ET INNOVATION

Le pôle conseil et innovation réalise les missions de mise en conformité des collectivités vis à vis du RGPD en agissant comme délégué à la protection des données mutualisé.

Evolution de l'adhésion au service DPO mutualisé

Depuis la création du service, le nombre de collectivités adhérant à notre dispositif mutualisé a connu une progression constante, preuve de la pertinence et de l'efficacité de notre approche.

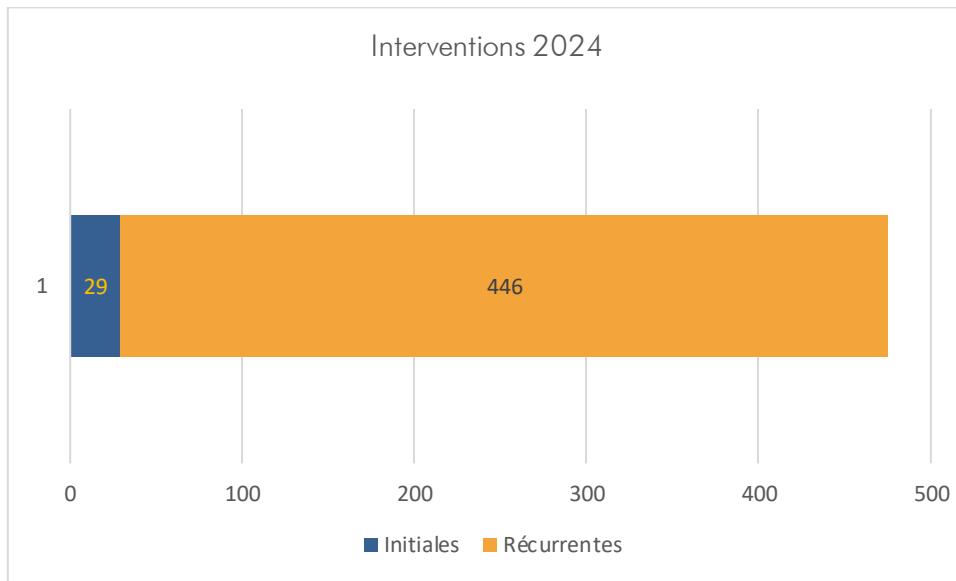


On note une augmentation de 9 % par rapport à 2023 avec désormais **499** collectivités adhérentes au service DPO mutualisé.

Cette progression souligne une prise de conscience accrue des enjeux liés à la protection des données et le besoin d'un accompagnement structuré et expert.

Bilan des interventions

Le service de DPO mutualisé repose sur des interventions terrain et des missions d'expertise (*analyse de risques, mise en place de système de vidéoprotection*). Voici la répartition des jours d'intervention sur l'année 2024 :



Ces interventions permettant la réalisation des registres sont réalisées par 4 DPO. En plus de celles-ci, le service accompagne les collectivités lors d'incidents afin de réaliser les déclarations auprès de la CNIL, répond aux diverses sollicitations sur la protection des données, élabore des modèles afin de faciliter le travail des agents, soutien et valide la réalisation des analyses de risques, accompagne la mise en place des systèmes de vidéoprotection et réalise des temps et supports de sensibilisation.

Les missions d'un DPO mutualisé au sein des collectivités

Un DPO mutualisé joue un rôle clé dans la gestion des données personnelles des collectivités.

Voici les principales missions assurées :

- 1. Information et sensibilisation :**
 - Organisation de sensibilisations pour les agents et élus ;
 - Communication sur les bonnes pratiques en matière de protection des données.
- 2. Accompagnement juridique et technique :**
 - Analyse des risques liés aux traitements de données ;
 - Rédaction et mise à jour des registres des traitements ;
 - Rédaction d'un plan d'actions ;
 - Relecture et validation des clauses de protection des données des contrats/marchés.
- 3. Audit et mise en conformité :**
 - Audit initial des pratiques existantes ;
 - Identification des écarts de conformité et proposition d'améliorations.
- 4. Support en cas d'incident :**
 - Accompagnement en cas de violation de données ;
 - Relation avec la CNIL et aide à la rédaction des notifications.

Exemple concret : En 2024, le service a aidé une collectivité à gérer une plainte d'utilisateur impliquant des données sensibles. Grâce à une réactivité immédiate et un plan d'action préétabli, l'incident a été contenu sans conséquences majeures.

Le service mutualisé de DPO du syndicat mixte se positionne comme un acteur clé dans l'accompagnement des collectivités face aux défis du RGPD. La progression continue des adhésions et des interventions démontre l'importance d'un service structuré et adapté aux besoins locaux. La qualité des interventions est également due à la confiance et l'implication des référents des collectivités adhérentes, cela contribue à une gestion responsable des données personnelles dans les collectivités adhérentes.

LA CELLULE CYBERSECURITE

En 2024, nous avons intensifié nos actions pour renforcer la cybersécurité des collectivités territoriales. Les chiffres témoignent d'une montée des initiatives mises en place.

➤ Présentation des packs Cyber

Les collectivités ont manifesté un intérêt croissant pour les packs cyber, avec 6 présentations en distanciel et 2 en présentiel cette année.

➤ Adoption des Packs Cyber

92 collectivités bénéficient des packs cyber, dont **21** nouvelles en 2024, marquant une progression notable de 30%. Cette adoption croissante montre une sensibilisation accrue des collectivités face aux cybermenaces.

➤ Sensibilisation et Formation

En 2024, **3** webinaires ont été organisés, réunissant 97 participants ainsi que **4** journées de sensibilisation en présentiel, ayant rassemblé 90 personnes. Ces actions ont permis d'atteindre un public plus large et de diffuser des bonnes pratiques essentielles.

➤ Audits et analyses de Risques

Les audits de sécurité ont été lancés, avec 2 audits réalisés en 2024. L'analyse de risques Madis Cyber a concerné **13** nouvelles collectivités, et l'EBIOS RM a totalisé **10** jours d'intervention.

LE POLE RESSOURCES ET RELATION ADHERENT

Le pôle Ressources et relation adhérent gère les adhésions, les devis, la facturation, les relations avec les collectivités, la gestion financière du syndicat, la gestion des ressources humaines, la communication ainsi que les centrales d'achats télécom et école numérique.

Le budget du syndicat mixte

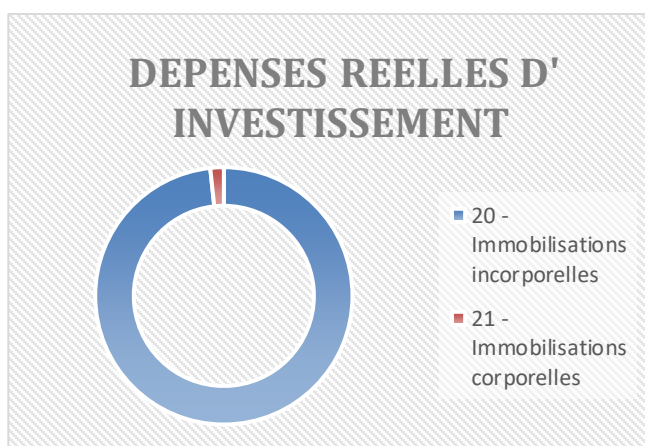
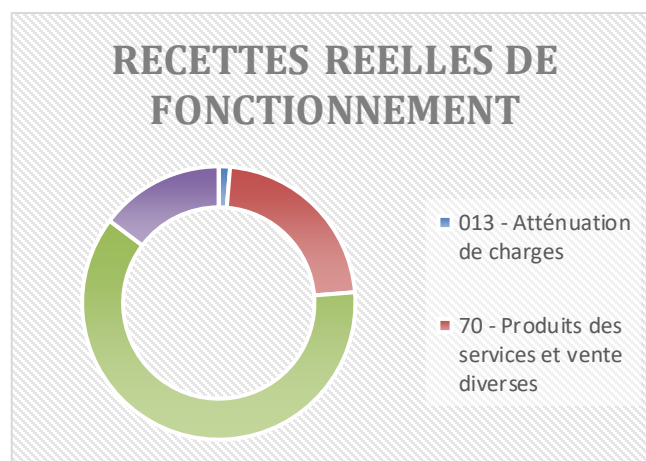
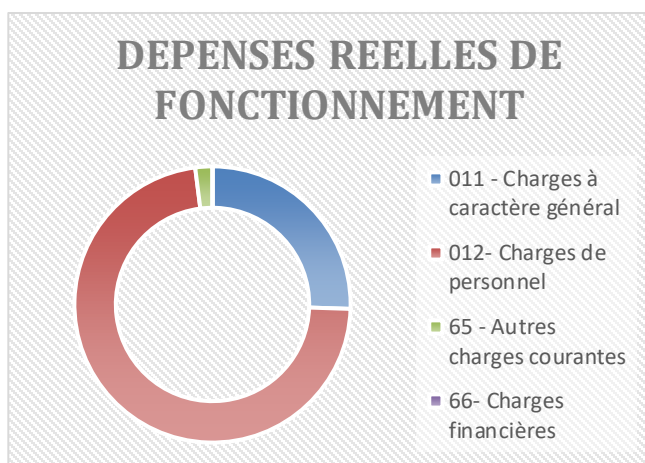
Le budget du syndicat est composé d'un budget principal et d'un budget annexe pour les prestations et services à la carte.

Budget principal 2024 (Compte administratif) :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Dépenses	2 400 913,57 €	118 948,49 €	2 519 862,06 €
Recettes	2 387 986,07 €	243 230,36 €	2 631 216,43 €
Résultat 2024	-12 927,50 €	124 281,87 €	111 354,37 €

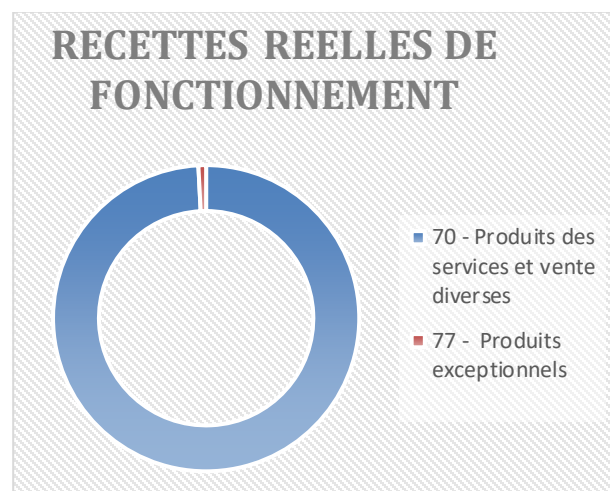
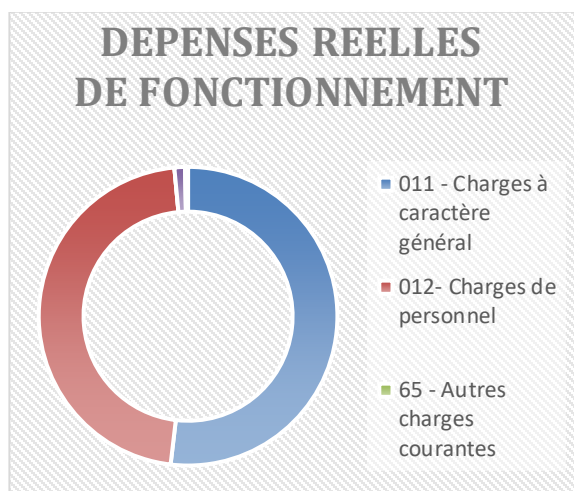
36

| Rapport d'activité 2024 |



Budget annexe (Compte administratif) 2024 :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Dépenses	1 115 777,01 €	- €	1 115 777,01 €
Recettes	1 253 754,45 €	- €	1 253 754,45 €
Résultat 2024	137 977,44 €	- €	137 977,44 €



Activité comptable tous budgets confondus :

ÉLÉMENTS	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre de factures traitées	156	440	710	692	1 113 dont 779 pour le marché logiciels métiers
Nombre de mandats émis (hors annulation et rejets)	666	997	1 205	1 236	1 387
Nombre de titres émis (hors annulation et rejets)	1 148	1 417	2 213	2 293	2 335
Nombre d'engagements (dépenses et recettes)	25	213	176	247	257

Les sollicitations des adhérents

Afin de prendre en compte les demandes des adhérents et proposer des solutions adaptées, les 2 chargées de relation adhérent du pôle ont en charge la présentation des services proposés par e-Collectivités et la préparation des devis pour les collectivités. Ainsi, en 2024, ce sont près de 1 175 devis qui ont été réalisés et 1 151 signés par les adhérents.

TOTAL DEMANDE DE DEVIS	1 175
Centrale d'achats Telecom	342
Formation Marchés sécurisés	3
Cyber	82
RGPD	65
Centrale d'achats Ecole numérique	32
GED	7
Certificats électroniques	204
Coffre-fort RH	41
Site Internet	37
Berger Levraut (abonnements et déploiements)	143
Formation Catalogue 2024	23
Démocratie Participative	8
Berger Levraut (interventions)	58
Berger Levraut (transfert de compétences)	44
Eksae (transfert de compétences)	13
Eksae (interventions)	57
Formation Pléiade	1
Numérique responsable	4
Berger Levraut (tablettes)	5
Intranet	1
GRU	5

Centrale d'achat télécom

Dans le cadre du renouvellement de marché fin 2023, le syndicat a décidé de passer un marché télécom multi-attributaires et de proposer 2 titulaires par lot pour offrir plus de choix aux collectivités.

Le marché a été notifié ainsi :

- n°1 lot data/fixe/voix : Linkt et Bouygues Télécom
- n°2 lot téléphonie mobiles : SFR et Bouygues Télécom

Ci-après le nombre de services déployés via la centrale d'achats télécom par typologie d'offres télécom et par opérateurs entre 2023 et 2024 :

Offre data / fixe / voix	2023	2024
Nb de sites Linkt	147	150
Nb de collectivités utilisatrices Linkt	77	80
Nb de sites Bouygues Télécom	0	62
Nb de collectivités utilisatrices Bouygues Télécom	0	9
Offre téléphonie mobile	2023	2024
Nb de lignes mobiles SFR	1 514	2 004
Nb de collectivités utilisatrices SFR	62	68
Nb de lignes mobiles Bouygues Télécom	0	1 170
Nb de collectivités utilisatrices Bouygues Telecom	0	21

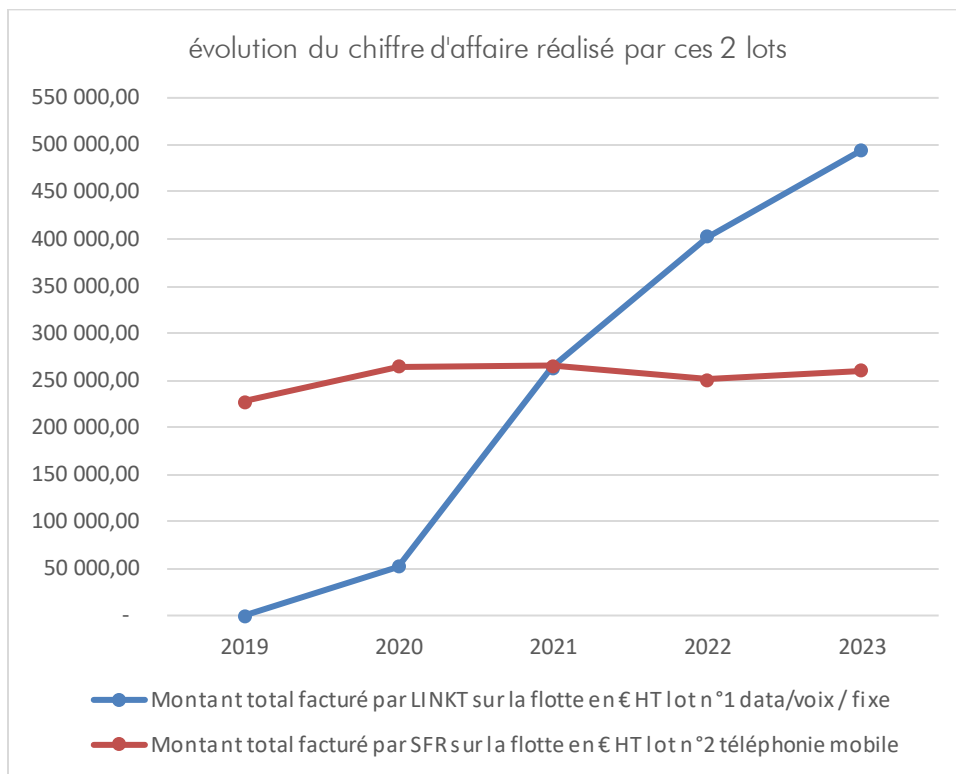
Il faut noter que les chiffres 2023 pour Bouygues Télécom sont à 0 puisque l'opérateur n'était pas présent sur le précédent marché.

39

L'année 2024 a été dédiée au renouvellement des contrats des collectivités sur la base des nouveaux tarifs et la bascule éventuelle chez le 2^{ème} opérateur.

Voici l'évolution du chiffre d'affaires réalisé par ces 2 lots depuis 2019 :

Année	Montant total facturé par LINKT sur la flotte en € HT lot n°1 data/voix / fixe	Montant total facturé par SFR sur la flotte en € HT lot n°2 téléphonie mobile
2019	0,00	227 882,01
2020	52 270,43	264 195,91
2021	263 180,11	265 629,60
2022	402 546,47	250 977,61
2023	494 383,55	259 899,89



Les données 2024 ne sont pas encore connues car les montants doivent tenir compte des annulations et remboursement sur le mois de janvier/février 2025.

Centrale d'achat école numérique

Le marché école numérique a été renouvelé fin 2021 pour 4 ans avec la société ACT-Service.

10 collectivités ont utilisé la centrale d'achat école numérique en 2024 pour commander :

- 2 classes mobiles
- 4 VPI
- 2 TBI
- 6 Vidéoprojecteurs mobiles
- 30 PC
- 10 tablettes
- 54 cameras
- 1 audit d'un parc de postes informatique
- 1 entretien d'un parc de vidéoprojecteurs
- Divers : support de fixation, souris, cartes mémoire, points d'accès WIFI, stylos numériques, adaptateurs, téléphone sans fil, ...

Voici le comparatif des commandes passées entre 2023 et 2024 sur le périmètre d'intervention du syndicat :

Département	2023		2024	
	Nb de devis	Montant € TTC facturé	Nb de devis	Montant € TTC facturé
85	7	12 576,94	9	28 300,48
44	3	27 403,20	12	79 108,29
49	0	0,00	3	28 913,60
72	0	0,00	0	0,00
53	1	817,44	0	0,00
Total		40 797,58		136 322,37

Les collectivités planifient le plus souvent leurs commandes école numérique lorsque des plans de subvention sont lancés. Le dernier a eu lieu avec le plan de relance socle numérique de 2021. Pour autant, même si le nombre de collectivités utilisatrices de la centrale d'achats école numérique est faible, le chiffre d'affaires 2024 est plus de 3 fois supérieur à celui de 2023.

De plus, **280** écoles font appel à e-Collectivités pour leurs espaces numériques de travail (ENT) e-primo contre 227 en 2023 (+53).

Les actions de communication

Le pôle ressources et relation adhérent assure la communication du syndicat via les vecteurs de communication établis (newsletter bimestrielle, site internet, compte Twitter, fiches produits, etc), la participation à des événements (ateliers e-Collectivités, réunions d'informations) et la relation avec les partenaires.

Voici les actions de communication menées en 2024 :

- **Evènements**
 - Congrès régional du SNDGCT à Chemillé en Anjou
 - Journée de présentation e-Collectivités à la Maison des collectivités de Mayenne
 - Séminaire des agents e-Collectivités sur l'intelligence artificielle
- **Newsletter bimestrielle**
 - 6 envoyées (janvier, mars, mai, juillet, septembre, novembre) ;
 - 1 108 abonnés (+ 85 abonnés par rapport à 2023) ;
 - 30 % d'ouverture (+2% par rapport à 2023).
- **Publications sur LinkedIn**
 - 30 publications postées, pour 18 556 impressions, 480 réactions.
- **Publication sur le site internet e-Collectivités**
 - 47 articles publiés (+ 8% par rapport à 2023)
- **16 webinaires d'information sur différentes thématiques**
 - Présentation du nouveau bureau virtuel Pléiade ;
 - Présentation du coffre-fort numérique RH eDocPerso/DeskRH ;

- Préparation des élections européennes sur le logiciel eGRC de Berger-Levrault ;
- Présentation de la solution Webactes ;
- Présentation des packs cyber ;
- Sensibilisation aux risques cyber ;
- Présentation de la plateforme de démocratie participative participer.collectivites.fr ;
- Préparation des élections européennes sur le logiciel élections d'Eksaé ;
- Présentation de l'outil de signature à la volée ;
- BL Enfance - Montée pédagogique ;
- Présentation de l'offre site internet des collectivités territoriales ;
- Présentation de la plateforme "PLURIEL", outil de gestion de la relation usager ;
- Mise en place du contrat de prévoyance avec participation obligatoire de l'employeur dans le logiciel paie Eksae.

CONCLUSION

En 2024, e-Collectivités a renforcé son positionnement en tant que référent majeur pour l'accompagnement numérique des collectivités ligériennes. En 2025, le syndicat continuera d'innover et d'élargir son offre de services dans le but d'apporter des solutions adaptées aux enjeux des territoires et de soutenir leur évolution numérique.

PROJETS INSCRITS EN 2025

Déploiement de l'offre gestion de la relation usager pour les collectivités
Déploiement de l'offre chatbot (assistant virtuel) pour les collectivités
Animation du réseau social collectivités
Déploiement de la nouvelle GED
Migration technique du parapheur et du bus applicatif
Etude et définition de l'offre d'archivage électronique intermédiaire pour les collectivités
Déploiement de la solution de publication des actes
Déploiement de la prestation RSSI mutualisé
Déploiement de la prestation numérique responsable
Actions de communication pour augmenter le nombre d'adhérents et promouvoir nos services
Optimisation du fonctionnement interne du syndicat (actions du plan OREE)



SYNDICAT MIXTE E-COLLECTIVITES
65 RUE KEPLER
85000 LA ROCHE-SUR-YON
contact@ecollectivites.fr